



Changement climatique et approvisionnement énergétique

Henriette Heimbach, Institut Franco-Allemand (Mars 2012)



1/ Qui est concerné par le problème ? Quelles sont les informations fondamentales ?

Les douze dernières années ont été les plus chaudes depuis les premières mesures de température effectuées en 1850. Au cours du siècle dernier, la température de la planète a augmenté en moyenne de 0,74%. Les scientifiques soulignent les graves conséquences du *réchauffement global* qui touchera la population du monde entier. On craint d'une part une sécheresse de plus en plus marquée, des vagues de chaleur et une extension des zones désertiques. D'autre part la fonte des calottes polaires et des glaciers fera considérablement augmenter le niveau de la mer. Les cyclones tropicaux et les raz de marée se multiplient, ce qui représente une menace directe pour les régions côtières et les États insulaires. L'humanité est concernée dans son ensemble de façon très concrète, car la famine et des flux de réfugiés pourraient être la conséquence de ces bouleversements.

Les *émissions de CO2* produites par l'homme (qu'elles soient d'origine industrielle, domestique, ou dues à la circulation automobile) augmentent constamment et sont largement responsables de la situation actuelle. L'activité liée à l'alimentation en énergie à partir de carburants fossiles (lignite, houille, tourbe, gaz naturel et pétrole) pour la production industrielle, la production d'acier et les centrales électriques dégage en particulier beaucoup de CO2. La responsabilité incombe en grande partie aux pays industrialisés. Durant des dizaines d'années les États-Unis ont été les plus grands pollueurs. Mais en 2009 un pays émergent, la Chine, a dépassé les États-Unis avec une population d'un milliard d'habitants. Avec *l'industrialisation* des anciens pays émergents et des pays en voie de développement les besoins énergétiques augmentent sensiblement dans le monde entier. Si les sources d'énergie dégageant du CO2 continuent à être utilisées comme aujourd'hui et si l'industrie automobile continue à se développer dans ces régions, on peut s'attendre à une augmentation drastique de la température globales.



2/ Qui doit trouver une solution ? Qui doit être impliqué dans ces décisions ?

Le problème du changement climatique et du réchauffement de la planète ne peut être résolu efficacement qu'à un niveau global. Mais les institutions internationales telles que les *Nations unies* n'ont pas toujours le mandat des pays pour élaborer des solutions cohérentes, de même des règlements communs contraignants font défaut. Cependant quelques conférences internationales importantes consacrées au climat ont eu lieu, contribuant à sensibiliser l'opinion à la nécessité d'une action commune. Signalons à cet égard en particulier un premier Sommet de Terre de Rio de Janeiro (1992) où la *Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques* a été signée, puis le *protocole de Kyoto* (1997). Jusqu'à présent ce dernier a été le plus effectif car il a fixé un plafond pour les émissions de CO2 des pays industriels et s'est donné des moyens juridiques pour le respect de ces objectifs. Le protocole de Kyoto arrive à son terme en 2012 et les dernières conférences mondiales sur le climat (Copenhague 2009, Cancún 2010, Durban 2011) ne sont pas parvenues à un accord au sujet d'un point essentiel, celui de la seconde phase d'engagement pour limiter les émissions de CO2. Les Nations unies sont un acteur principal au niveau global, car la légitimité de cette institution repose sur la communauté internationale des États. Toutefois le principe d'unanimité appliqué aux prises de décisions aux Nations unies complique le vote de lignes directrices pour la protection climatique ainsi que le processus de recherche de solutions. La lutte contre le réchauffement climatique ne peut être

efficace que dans le cadre d'une action commune et coordonnée. Il est donc indispensable que tous les Etats participent au processus. Sous cet angle, la décision des Etats-Unis, le plus grand émetteur de CO₂, de ne pas signer le protocole de Kyoto, pèse lourd.¹ Comme la protection climatique est une politique à long terme axée sur le développement durable et tenant compte des générations futures, il est difficile de faire comprendre l'urgence d'une action. En effet le fait de ne pas participer n'a pas de conséquences négatives immédiates pour les États. C'est là que réside la complexité de la politique internationale en matière de protection du climat.

Si seules des solutions internationales peuvent réellement permettre de faire face à ces défis, on peut dire néanmoins que *l'Union européenne* joue un rôle exemplaire depuis 2000 avec son programme européen pour la protection climatique (ECCP) et qu'elle s'est engagée à poursuivre les objectifs des Nations unies. Le Conseil de l'Union européenne a voté en mars 2007 le *paquet climat-énergie* afin que la protection du climat accompagne la politique énergétique. Les Etats-membres de l'Union européenne ont pour objectif de réduire de 20% leurs émissions de CO₂ d'ici 2020 et d'augmenter la part des énergies renouvelables (énergie d'origine solaire, éolienne, hydraulique) de 20%. Pour réaliser ces objectifs des mécanismes concrets ont été introduits tels que la « bourse du carbone » mesure qui ne concerne pour l'instant que 40% des industries rejetant du CO₂. De même des mesures nationales et des programmes d'actions ont vu le jour dans le domaine du transport, de l'agriculture, du traitement des déchets et des petites industries². Cela signifie que le *Parlement européen* détermine, en coopération avec le *Conseil de l'Union européenne*, des règlements et des directives à appliquer. Comme les citoyens de l'Union Européenne élisent directement le Parlement européen, la légitimation de ces mesures repose sur une base solide. Par ailleurs les mesures nationales sont prises dans toute l'Union européenne par le parlement national de chaque pays.



3/ Comment résoudre ce problème de façon durable ?

La protection du climat est une politique axée sur le futur qui vise à développer des solutions durables pour les générations à venir. Il serait souhaitable que la politique nationale, européenne, et internationale en matière de climat soit menée au-delà des mandats et autres échéances politiques de manière constante, définitive, et prévisible. Les décisions à court terme n'offrent pas de solution adéquate. Il est essentiel de se mettre d'accord pour déployer des efforts communs à un niveau global. Le prochain objectif sera de mettre en place *une seconde phase d'engagement* des Nations unies en faveur d'une réduction obligatoire du CO₂ lors de la conférence sur la protection climatique au Qatar en 2012. Si on considère la protection climatique comme un *domaine global* concernant entre autres l'économie ou la politique énergétique, il est indispensable d'harmoniser les différents secteurs politiques. Cela signifie pour la politique énergétique que l'approvisionnement en énergie doit évoluer à long terme et recourir à des sources d'énergie rejetant moins de CO₂, comme les énergies renouvelables, et qu'il faut optimiser l'efficacité énergétique en général. La mobilité grâce aux véhicules électriques pourrait être une piste dans le domaine de l'automobile.

Étant donné la crise économique actuelle, il semble qu'une obligation supplémentaire pour les Etats d'assurer une protection climatique coûteuse pourrait alors réduire leur motivation. La lutte contre le réchauffement climatique et la croissance économique sont souvent considérées comme antagonistes. Mais dans le long terme il se pourrait que les investissements s'avèrent rentables pour l'économie. Grâce au développement de nouvelles technologies comme l'énergie solaire, éolienne et hydraulique de nouveaux marchés et de nouveaux emplois pourraient être créés. Fait intéressant : l'organisation Greenpeace a dernièrement constaté dans une étude que la plupart des entreprises intègrent plus rapidement des objectifs de protection climatique ou environnementale dans leurs stratégies à partir du moment où elles craignent de perdre leur image de marque.³ Elles semblent ainsi être plus efficaces que la politique internationale qui

¹ Le Canada est sorti du protocole de Kyoto en 2011.

² Selon les conditions nationale telle que la croissance et le développement économique des objectifs spécifique de réduction ont été fixés (Irlande, Danemark, Luxembourg= -20%, augmentation des émissions en Bulgarie plafonnée à +20%).

³ <http://www.dradio.de/nachrichten/201203160800/9>; revu le 16 mars 2012.

devrait s'en inspirer. Dans une logique de marché *la bourse du carbone*⁴ semble être une mesure politique permettant de réduire les émissions CO₂. Existante déjà dans l'Union européenne, elle doit s'appliquer aux industries émettant du CO₂ (jusqu'à présent seulement 40% des émetteurs de CO₂) et surtout être mise en place à un niveau global. La négociation des droits d'émission dans le monde entier est essentielle afin que les entreprises ne soient pas tentées de délocaliser vers des sites de productions plus avantageux⁵.

À court terme il serait recommandable que la politique européenne et internationale de la protection climatique tienne compte des différences écologiques et sociales entre les États. À cet effet on pourrait mettre en place des *mécanismes compensateurs* (Joint Implementation et Clean Development) qui ne nuisent ni à la croissance économique ni au développement des pays plus pauvres⁶. On souligne souvent qu'il faut aussi prendre en compte les facteurs sociaux au niveau national et régional dans la politique de la protection climatique et environnementale. Par exemple lorsque des travaux de réhabilitation d'immeubles⁷ appartenant à des particuliers deviennent une obligation nationale en raison des normes environnementales, ils sont difficilement acceptables d'un point de vue social, car les coûts sont répercutés sur les loyers et donc assumés par les personnes défavorisées. Pour conclure on peut dire que pour une protection climatique de longue durée il est non seulement indispensable *d'investir dans la recherche et les technologies de l'avenir*, mais aussi important de sensibiliser au changement climatique et susciter un sentiment de responsabilité vis-à-vis des générations futures.

Bibliographie

En ligne

Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire, Klima und Energie, 2010. En ligne: http://www.bmu.de/klima_energie/doc/41060.php; consulté le 05.03.12.

Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire, Glossar Internationale Klimapolitik, 2012. En ligne: http://www.bmu.de/klimaschutz/internationale_klimapolitik/glossar/doc/print/2902.php; consulté le 05.03.12.

Euractiv, Science of climate change, 2011. En ligne: <http://www.euractiv.com/climate-change/science-climate-change/article-162366>; consulté le 05.03.12.

Euractiv, Energy and climate change: Towards an integrated EU policy, 2011. En ligne: <http://www.euractiv.com/energy/energy-climate-change-integrated-eu-policy/article-160957>; consulté le 05.03.12.

Euractiv, EU climate change policies, 2010. En ligne: <http://www.euractiv.com/climate-environment/eu-climate-change-policies-linksdossier-188215>; consulté le 05.03.12.

Parlement européen, Klima- und Energiepolitik, 2012. En ligne: http://www.europarl.de/view//Europa/Politikfelder_A-Z/Klima-und-Energiepolitik.html; consulté le 01.03.12.

Autres sources pertinentes

Fischer, Severin, Auf dem Weg zur gemeinsamen Energiepolitik. Strategien, Instrumente und Politikgestaltung in der Europäischen Union. Nomos Verlag: Baden-Baden 2011.

Geden, Oliver et Severin Fischer, Die Energie- und Klimapolitik der Europäischen Union. Bestandsaufnahme und Perspektiven. Nomos Verlag: Baden-Baden 2008.

⁴ Le marché du carbone est un instrument politique destiné à diminuer les émissions de CO₂.

⁵ Le phénomène est appelé « carbon leakage », il caractérise le transfert des sources d'émission de CO₂ hors de l'espace dans lequel s'appliquent les règles, par exemple en dehors de l'Union européenne.

⁶ Les pays industriels ont la possibilité de financer des projets environnementaux et la création d'une infrastructure énergétique efficace dans les pays en voie de développement et d'améliorer ainsi leur bilan climatique.

⁷ Une meilleure isolation thermique empêche les pertes d'énergie et améliore l'efficacité énergétique.